



Nathalie Sage Pranchère

L'école des sages-femmes **Naissance d'un corps professionnel, 1786-1917**

Presses universitaires François-Rabelais

Introduction

DOI : 10.4000/books.pufr.13196

Éditeur : Presses universitaires François-Rabelais

Lieu d'édition : Presses universitaires François-Rabelais

Année d'édition : 2017

Date de mise en ligne : 17 octobre 2018

Collection : Perspectives Historiques

ISBN électronique : 9782869066113



<http://books.openedition.org>

Référence électronique

SAGE PRANCHÈRE, Nathalie. *Introduction* In : *L'école des sages-femmes : Naissance d'un corps professionnel, 1786-1917* [en ligne]. Tours : Presses universitaires François-Rabelais, 2017 (généré le 25 juin 2019). Disponible sur Internet : <<http://books.openedition.org/pufr/13196>>. ISBN : 9782869066113. DOI : 10.4000/books.pufr.13196.

Introduction

En novembre 2013, les sages-femmes françaises descendaient massivement dans la rue. S'ouvrait alors une année de grèves et de manifestations pour être reconnues comme le « praticien de premier recours » dans le suivi gynécologique et obstétrical des femmes. La légitimité de ce rôle d'accompagnement, dont les sages-femmes déploraient et déplorent encore l'insuffisante reconnaissance, a pourtant été affirmée il y a plus de deux siècles, lorsqu'elles sont devenues les agents « à la française » d'une politique d'encadrement de la naissance et de réduction des mortalités maternelle et infantile.

La sage-femme s'invente au tournant des XVIII^e et XIX^e siècles. Avec ses devancières, elle a en commun la fonction de « lever les enfants » mais à la différence de l'immense majorité d'entre elles, pour exercer cette fonction, elle doit désormais s'instruire aux sources d'un savoir médical sur la naissance. La formation obstétricale est devenue en un quart de siècle le seul point d'entrée possible et admis dans ce métier.

Dès la fin du XVII^e siècle, l'accouchement est pris dans un vaste mouvement de scientification et de médicalisation. Cette « nouvelle conception de la vie » (Jacques Gélis) découle de l'entrée sur la scène obstétricale du corps chirurgical qui fait de cette pratique le fer de lance de sa reconnaissance scientifique et sociale. Sur fond de dépopulation fantasmée, les accoucheuses y perdent en réputation, érigées en bouc-émissaire de la mortalité maternelle et infantile. Mais c'est paradoxalement de cette redéfinition de la naissance et de cette redistribution des pouvoirs biomédicaux que surgissent les sages-femmes. Car la prise en mains de l'accouchement par les chirurgiens n'a été que partielle pour des motifs financiers et de prestige social, et, à ce titre, incapable de répondre

à la recherche politique d'un « agent de transformation » de la population¹ au service des objectifs populationnistes de l'État. Seule la sage-femme a alors paru capable à l'orée du XIX^e siècle d'être cet agent, de tenir le rôle d'« intermédiaire culturel » entre une conception nouvelle de la naissance et la population².

Des sages-femmes à la sage-femme

La sage-femme n'est toutefois pas que le réceptacle passif d'évolutions extérieures à elle, pour la simple raison qu'il existe, à la fin du XVIII^e siècle, *plusieurs* sages-femmes dont certaines (accoucheuses au service des princes, des villes, hospitalières) sont aux premières loges du profond changement qui s'opère³. Elles sont au contact quotidien de la science obstétricale en voie de formalisation et n'hésitent pas à s'en saisir à leur profit : Louise Bourgeois à la cour de France, Justina Siegemund à la cour de Brandebourg, Marguerite de la Marche à l'Hôtel-Dieu de Paris, sont toutes trois auteures de traités ou de manuels de l'art des accouchements⁴. Ces femmes sont parmi les premières à avancer la nécessité de former leurs consœurs pour protéger l'ensemble des praticiennes des attaques réitérées du corps médico-chirurgical, à l'instar de Sarah Stone qui publie en 1737 sa *Complete Practice of Midwifery* à l'intention de ses « *Sister Professors in the Art of Midwifery* »⁵.

1. Foucault M., *Sécurité, territoire, population. Cours au Collège de France, 1977-1978*, Paris, Gallimard, Seuil, 2004, p. 73.

2. Gélis J., « L'accoucheuse rurale au XVIII^e siècle : transformation du rôle d'un intermédiaire entre culture rurale et culture urbaine », dans *Les Intermédiaires culturels. Actes du colloque du centre méridional d'Histoire sociale, des mentalités et des cultures, 1978*, Aix-en-Provence, Publications de l'Université de Provence, 1981, p. 127-137.

3. Gélis J., *La Sage-femme ou le médecin. Une nouvelle conception de la vie*, Paris, Fayard, 1988, p. 23-39.

4. Bourgeois L., *Observations diverses sur la stérilité, perte de fruit, fécondité, accouchements et maladies des femmes et enfants nouveaux nés amplement traitées et heureusement pratiquées par L. Bourgeois, sage-femme de la reine*, Paris, A. Saugrain, 1609, voir Gélis J., « Louise Bourgeois (1563-1636) : une sage-femme entre deux mondes », dans *Histoire des sciences médicales*, 2009, vol. 43, n° 1, p. 27-38 ; Siegemund J., *Die Chur-Brandenburgische Hoff-Wehe-Mutter*, Berlin, Ulrich Liebperten, 1690, voir Pulz W., « Aux origines de l'obstétrique moderne en Allemagne (XVI^e-XVIII^e siècles) : accoucheurs contre matrones ? », dans *RHMC*, 1996, 43-4, p. 599 ; Marche M. (de la), *Instruction familière et utile aux sages-femmes, pour bien pratiquer les accouchemens, faite par demandes et réponses* [1677], Paris, L. d'Houry, 1710.

5. Donnison J., *Midwives and Medical Men. A History of the Struggle for the Control of Child-birth*, London, Heinemann Educational, 1977, p. 35-36 ; Gelbart N. R., *The King's Midwife. A History and Mystery of Madame du Coudray*, Berkeley, University of California Press, 1998.

En France, l'action pionnière d'Angélique du Coudray à partir de 1759 lie irréversiblement, et pour des milliers d'accoucheuses, savoir scientifique, enseignement et pratique du métier. Moins d'un demi-siècle plus tard, la loi du 19 ventôse an XI (10 mars 1803) conditionne officiellement l'exercice professionnel à l'obtention d'un diplôme. La formation est donc ce qui permet, dès les années 1800, de parler de *la sage-femme*, au sens d'un unique corps professionnel réglementé.

Aux sources de l'identité : la formation

La formation des sages-femmes est d'abord conçue pour répondre à une inquiétude démographique transformée en besoin social. Au-delà, elle pose après 1803 la question de la genèse d'une profession. La succession des projets réglementaires de la Révolution au Consulat détermine uniquement les exigences d'instruction et de contrôle du savoir, sans jamais prendre en compte la pratique quotidienne, manière de fonder l'officialisation de la profession sur l'obligation nouvelle d'apprentissage. Par cette obligation, la législation découple l'exercice professionnel de l'expérience personnelle de la parturition. L'aide aux femmes en couches ne procède donc plus de la maternité vécue mais d'un savoir revendiqué comme universel et généralisable. Le modèle dans la formation et la pratique est celui de la médecine.

L'originalité de ce processus, c'est qu'il marche vite tant dans ses réalisations scolaires (la plupart des écoles d'accouchement sont fondées avant 1840) que dans sa rapide intériorisation par les praticiennes, que ces dernières soient clandestines⁶ (matrones) ou légales. Les matrones perdent avec la loi de ventôse an XI la partie de la pratique publique et officielle de l'obstétrique. Non sans heurts, elles se maintiennent par la fidélité des populations et la bienveillance de certaines autorités locales mais cèdent progressivement la place aux sages-femmes dans l'accompagnement des mères à partir des années 1860-1880⁷. La pacification relative du territoire de l'accouchement n'empêche pas à la fin des années 1890 de grandes campagnes du syndicat national des sages-femmes contre l'exercice illégal de l'art des accouchements ; mais elle produit aussi la « femme-qui-aide » étudiée par Yvonne Verdier, celle qui, au tournant

6. Léonard J., « Les guérisseurs en France au XIX^e siècle », *RHMC*, 1980, p. 501-516 ; Faure O., *Les Français et leur médecine au XIX^e siècle*, Paris, Belin, 1993, p. 29-40.

7. Sage Pranchère N., « Bébés sans diplôme. Les matrones, le droit et les légitimités locales en France, 1780-1900 », dans Barbulescu C., Ciupala A. (eds), *Medicine, Hygienism and Society in XVIIIth-XXth centuries*, Cluj-Napoca, Editura Mega, 2012, p. 25-54.

des ^{xix}^e et ^{xx}^e siècles, « fait les bébés », mais ne touche pas la mère, qui n'a aucun diplôme mais connaît les vertus de la désinfection et de la propreté⁸.

Du côté des sages-femmes officielles, le consentement à l'obligation de formation est quasi immédiat. Il témoigne du changement irréversible qui s'est produit dans l'approche de l'accouchement. Si les sages-femmes sont partie prenante de ce changement, c'est qu'elles en ont éprouvé l'intérêt sanitaire et qu'elles y trouvent un intérêt personnel. Les accoucheuses n'expriment aucune nostalgie d'un âge d'or que le processus de scolarisation aurait mis à mal. Le diplôme consacre la continuité d'un encadrement féminin de la naissance tout en le dissociant de la marginalisation sociale qui est le lot de la plupart des sages-femmes rurales jusqu'à la fin du ^{xviii}^e siècle. Le diplôme reconnaît l'acte de l'accoucheuse comme un travail et ouvre le droit à la reconnaissance matérielle et sociale de ce travail.

Ce consentement à la formation se lit à deux niveaux. Les sages-femmes instruites lors des cours du dernier quart du ^{xviii}^e siècle dirigent naturellement leurs filles vers les écoles qui s'ouvrent au début du siècle suivant. Elles choisissent ainsi d'ignorer la petite latitude que la loi de ventôse laisse en théorie à l'apprentissage de l'art des accouchements auprès d'un médecin ou d'une autre accoucheuse, renonçant à perpétuer un mode interpersonnel de transmission.

Sages-femmes professionnelles

La sage-femme a donc très vite accepté de mettre sa formation entre les mains de tiers. Cette décision ne vaut pourtant pas renoncement à toute maîtrise des accoucheuses sur elles-mêmes. Les sages-femmes se professionnalisent, selon une évolution qui sera avec un bon demi-siècle de décalage celle des institutrices ; leur formation est au cœur de cette dynamique de professionnalisation.

Désignées comme l'une des seules corporations féminines d'Ancien Régime, les sages-femmes n'ont cependant jamais fait l'expérience du fonctionnement en métier pleinement constitué. Placées dans la dépendance des chirurgiens, les accoucheuses urbaines jurées trouvent à ce regroupement plus de limitations qu'elles n'y gagnent de reconnaissance⁹. Lorsque la loi de ventôse an xi établit un personnel médical régi nationalement et très largement uniformisé par rapport au foisonnement d'Ancien Régime, elle offre aux sages-femmes les conditions nécessaires à l'émergence d'une conscience professionnelle, même si elle réserve à l'État le soin de réglementer l'exercice du métier. Les scolarités font le reste.

8. Verdier Y., *Façons de faire, façons de dire*, Paris, Gallimard, 1979, p. 95-96 et 155.

9. Gélis J., *La Sage-femme ou le médecin...*, *op. cit.*, p. 40-45.

Après la délimitation d'un corpus spécifique de savoir au XVIII^e siècle, le XIX^e siècle complète le processus de professionnalisation. Il ouvre le temps de la normalisation de la formation et correspond à la transformation de la pratique des accouchements en principale source de revenus pour les sages-femmes désormais diplômées¹⁰. Le contrôle sur la transmission du savoir, autre facette essentielle de l'autonomisation professionnelle, est réduit sans être perdu. Le modèle de la maîtresse sage-femme enseignante de l'Office des Accouchées de l'Hôtel-Dieu de Paris perdure à l'Hospice de la Maternité et se diffuse dans les écoles départementales¹¹. Les professeurs masculins d'accouchements, héritiers des chirurgiens démonstrateurs sous l'Ancien Régime, n'occupent qu'une partie du terrain¹² car les sages-femmes continuent de former les sages-femmes, et elles le font sans doute plus au XIX^e siècle qu'elles ne l'ont jamais fait auparavant. Elles participent aussi aux progrès de leur art grâce à l'œuvre de praticiennes (Marie-Louise Lachapelle, Marie-Anne Boivin) exceptionnelles mais révélatrices du niveau de scientificité que peut atteindre la profession.

Un des enjeux de ce travail est ainsi de comprendre l'intrication qui s'opère tout au long du siècle entre le pouvoir de prescription de quelques grandes figures (féminines et masculines), de quelques institutions de la science obstétricale et le travail en apparence anonyme et universel de la législation.

Chronologie : les sages-femmes et la médicalisation de la société française

L'histoire de la formation des sages-femmes au XIX^e siècle est une histoire aux bornes chronologiques précises qui déjouent pourtant la grande respiration du siècle. Elle s'ouvre en 1786 avec la première enquête nationale sur les sages-femmes et sur leur instruction¹³. Elle se clôt en 1916 et 1917 sur l'unification définitive des sages-femmes en un seul corps professionnel, à la formation identique, par la loi du 5 août et la réforme des études en janvier suivant. Dans tous les cas, elle dépasse, en amont et en aval, le cadre dessiné par les bouleversements politiques que sont la Révolution et la Grande Guerre, signe de la continuité et de l'autonomie d'une politique de la population.

10. Borst C. G., *Catching Babies. The Professionalization of Childbirth, 1870-1920*, Cambridge (Massachusetts)/London, Harvard University Press, 1995, p. 2.

11. Beauvalet-Boutouyrie S., *Naître à l'hôpital au XIX^e siècle*, Paris, Belin, 1999, p. 25-27 ; 108-109.

12. Gélis J., *La Sage-femme ou le médecin...*, op. cit., p. 123-129.

13. Gélis J., « L'enquête de 1786 sur les sages-femmes du royaume », *ADH*, 1980, p. 299-343.

Dans ce XIX^e siècle élargi, vient s'insérer une seconde chronologie structurante. La loi du 19 ventôse an XI (10 mars 1803) sur l'exercice de la médecine est l'aboutissement de la volonté manifestée par l'enquête de 1786. Elle confirme l'appartenance des sages-femmes au personnel médical et l'impératif de leur formation. La loi du 30 novembre 1892 sur l'exercice de la médecine et le décret du 25 juillet 1893 sur les études des aspirantes sages-femmes réforment les exigences de la loi de 1803 en préparant le rapprochement des deux catégories de sages-femmes, et donc la loi de 1916.

Ces grandes dates, à l'exception de la dernière, ne sont pas propres aux accoucheuses. Elles rythment plus largement l'histoire du personnel médical entre la fin du XVIII^e siècle et la fin du siècle suivant. Elles offrent la confirmation administrative et réglementaire d'une révolution politique et sociale : l'émergence de la notion de santé publique¹⁴. La redéfinition des acteurs médicaux en est la conséquence autant que l'instrument, réponse toujours incomplète à la demande croissante de soins¹⁵. La dynamique de formation des sages-femmes est donc à replacer dans le cadre plus vaste de la multiplication des personnels de santé qui fait du XIX^e siècle le temps de l'irruption du soignant dans la société. Aux côtés des sages-femmes, et selon une même chronologie, médecins, chirurgiens, officiers de santé forment ainsi, de l'Ancien Régime à la Troisième République, les différentes figures d'une profession en complète mutation¹⁶. Plus tard dans le siècle, ce sont les gardes-malades¹⁷, puis, filles de la révolution pasteurienne, les infirmières qui s'affirment en nouvelles professions du soin¹⁸.

14. Teyssière D., « Aux origines de la médecine sociale et de la politique de la santé publique : l'Avis au peuple sur sa santé de Tissot », *Mots*, 1991, n° 26, p. 47-64 ; Jorland G., *Une société à soigner. Hygiène et salubrité publiques en France au XIX^e siècle*, Paris, Gallimard, 2010.

15. Faure O., *Les Français et leur médecine au XIX^e siècle*, Paris, Belin, 1993, p. 6.

16. Léonard J., *Les Médecins de l'Ouest au XIX^e siècle*, Lille/Paris, Atelier de reproduction des thèses, université de Lille 3, Diffusion Honoré Champion, 1978, reproduction de la thèse présentée en 1976.

17. Le métier de garde-malade a fait l'objet de plusieurs études pour la Suisse du XIX^e siècle : Francillon D., « Construction et évolution du rôle de la garde-malade (XVIII^e-XIX^e siècles). De l'émergence d'un nouveau rôle aux structures d'apprentissage », dans Head-König A.-L., Mottu-Weber L. (dir.), *Les Femmes dans la société européenne. 8^e congrès des Historiennes suisses*, Genève, Société d'histoire et d'archéologie de Genève, 2000, p. 106-121 et dans le même volume, Pilloud S., « Le Journal de l'école d'infirmière La Source, une étude du discours porté sur le rôle de la garde-malade entre 1890 et 1945 », p. 123-138. Pour la France au début du XX^e siècle, voir Diebolt É., « Les gardes-malades hospitalières. Personnel secondaire des hôpitaux et révolution pasteurienne. Un exemple en France », *Culture technique*, 1985, n° 15, p. 303-311.

18. Knibiehler Y., Leroux-Hugon V., Dupont-Hess O., Tastayre Y., *Cornettes et blouses blanches. Les infirmières dans la société française, 1880-1980*, Paris, Hachette, 1984 ; Leroux-

Les sages-femmes au cœur d'une floraison historiographique

Histoire du soin, histoire des soignants, tels sont en effet les pôles entre lesquels balance une histoire de la santé au XIX^e siècle qui délaisse partiellement l'histoire traditionnelle des institutions pour placer au cœur de ses préoccupations les acteurs et les pratiques¹⁹. Sans être expressément désignée, l'histoire de la formation médicale constitue un des ensembles principaux de cette production historique. C'est d'ailleurs sous cet angle que l'institution, en l'espèce le champ hospitalier, retrouve une place dans l'espace historiographique²⁰.

À la croisée de ces chemins, les études sur les sages-femmes ont retrouvé une actualité à partir des années 1990. L'ouvrage de Jacques Gélis, *La sage-femme ou le médecin*, publié en 1988, avait constitué une première somme des études menées depuis le milieu des années 1970 sur l'histoire de la naissance et de ses acteurs. Marqués par la double généalogie de la démographie historique et de l'histoire des mentalités²¹, les travaux de Mireille Laget, Jacques Gélis et Marie-France Morel restituent dans toute sa complexité une « ancienne manière d'être au monde » – et de mettre au monde, pourrait-on dire aussi²². S'y ajoute pour la période contemporaine la thèse de Françoise Thébaud sur l'accouchement hospitalier dans l'entre-deux-guerres²³. L'objet de ces études

Hugon V., *Des saintes laïques. Les infirmières à l'aube de la Troisième République*, Paris, Sciences en situation, 1992 ; Chevandier C., *Infirmières parisiennes, 1900-1950. Émergence d'une profession*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2011.

19. Faure O., « La recherche en histoire de la santé. Axe de recherche santé et assistance. Centre Pierre Léon d'histoire économique et sociale UMR 5599 du CNRS », *Cahiers d'histoire*, 1998, 43-1 [en ligne] ; P. Bourdelais, O. Faure (dir.), *Les Nouvelles Pratiques de santé, objets, acteurs, pratiques sociales*, Paris, Belin, 2005.

20. Bueltingsloewen I. (von), *Machines à instruire, machines à guérir. Les hôpitaux universitaires et la médicalisation de la société allemande*, Lyon, Presses universitaires de Lyon, 1997 ; C. Bonah, *Instruire, guérir, servir. Formation, recherche et pratique médicales en France et en Allemagne pendant la deuxième moitié du XIX^e siècle*, Strasbourg, Presses Universitaires de Strasbourg, 2000.

21. Ariès P., *Histoire des populations françaises et de leurs attitudes devant la vie depuis le XVIII^e siècle* [1948], Paris, Éditions du Seuil, 1971.

22. Gélis J., *La Sage-femme ou le médecin...*, op. cit., p. 489 ; Gélis J., Laget M., Morel M.-F., *Entrer dans la vie. Naissances et enfances dans la France traditionnelle*, Gallimard, Julliard, Paris 1978 ; Laget M., *Naissances. L'accouchement avant l'âge de la clinique*, Paris, Éditions du Seuil, 1982 ; Gélis J., *L'arbre et le fruit*, Paris, Fayard, 1984.

23. Thébaud F., *Quand nos grands-mères donnaient la vie. La maternité en France dans l'entre-deux-guerres*, Lyon, Presses universitaires de Lyon, 1986.

déborde néanmoins très largement l'histoire des auxiliaires de la naissance par leur approche globale des événements que sont la grossesse et l'accouchement. Elles ne dépassent cependant que rarement la fin du XVIII^e siècle, vue comme un temps d'effacement de la sage-femme au profit de l'accoucheur en France comme dans d'autres pays occidentaux (Angleterre et Amérique²⁴). L'incursion dans le XIX^e siècle reste isolée (Claudia Pancino sur l'Italie²⁵) et n'a, pour la France, d'équivalent que la thèse de Danielle Tucac soutenue en 1983 sur les sages-femmes parisiennes entre 1870 et 1914 et celle en 1988 de Michelle Zancarini-Fournel et Mathilde Dubesset qui consacrent une partie de leur recherche aux sages-femmes stéphanoises entre 1880 et 1950²⁶.

L'intérêt des historien-ne-s pour cette profession rebondit au milieu des années 1990 sous l'impulsion de travaux américains, anglais, allemands ou suisses et se porte désormais, en amont des recherches précédentes, sur la première modernité²⁷, ou, en aval, sur la période contemporaine (XIX^e et XX^e siècles)²⁸. En 1995, Olivier Faure déplore en introduction d'un numéro du *Bulletin du Centre Pierre-Léon* consacré aux femmes soignantes les « lacunes [de l'histoire des sages-femmes] entre la Révolution et Pasteur²⁹ ». Il revient en 2004 sur le sujet dans un article programmatique paru dans un ouvrage collectif sur *Les nouvelles pratiques de santé*³⁰. Entre temps, l'étude de Scarlett

24. Donnison J., *Midwives and medical men...*, op. cit. ; J. B. Litoff, *American Midwives, 1860 to the Present*, Westport, Conn., Greenwood Press, 1978.

25. Pancino C., *Il bambino e l'acqua sporca. Storia dell'assistenza al parto dalle mammane alle ostetriche (secoli XVI-XIX)*, Milano, Franco Angeli, « Storia », 1984.

26. Tucac D., *Les Sages-femmes parisiennes, 1871-1914*, thèse de troisième cycle soutenue à l'université Paris VII, sous la direction de Michelle Perrot ; Zancarini-Fournel M., Dubesset M., *Parcours de femmes. Réalités et représentations, Saint-Étienne, 1880-1950*, thèse pour le doctorat d'histoire, université Lyon II, 1988, sous la direction d'Yves Lequin, publiée sous le même titre en 1993, aux Presses Universitaires de Lyon.

27. Marland H. (dir.), *The Art of Midwifery. Early Modern Midwives in Europe*, London/New York, Routledge, 1993 ; Labouvie E., *Beistand in Kindsnöten. Hebammen und weibliche Kultur auf dem Land, 1550-1910*, Frankfurt/New York, Campus Verl., 1999.

28. Borst C. G., *Catching Babies...*, op. cit. sur les sages-femmes du Wisconsin ; Vouilloz-Burnier M.-F., *L'Accouchement entre tradition et modernité, naître au XIX^e siècle*, Sierre, Monographie, 1995, sur les sages-femmes du Valais suisse ; Marland H., Rafferty A. M. (dir.), *Midwives, Society and Childbirth. Debates and Controversies in the Modern Period*, London/New York, Routledge, 1997.

29. Faure O., « Introduction », *Bulletin du Centre Pierre-Léon d'histoire économique et sociale*, 1995, n° 2-3, « Les femmes soignantes », p. 4.

30. Faure O., « Les sages-femmes en France au XIX^e siècle : médiatrices de la nouveauté », dans Bourdelais P., Faure O. (dir.), *Les Nouvelles Pratiques de santé...*, op. cit., p. 157-174.

Beauvalet sur l'Hospice de la Maternité de Paris en 1999 a cependant rouvert le chantier de la formation de ces praticiennes³¹.

Les années 2000 confirment le renouveau historiographique pour les époques moderne et contemporaine : le XVIII^e siècle fait l'objet en Angleterre d'une vaste entreprise d'édition de sources³², tandis que les XVI^e et XVII^e siècles suscitent de nouveaux travaux sur le rôle social des sages-femmes et leurs premières tentatives de cantonnement par le corps médical³³. À l'autre bout de la période, les sages-femmes du XX^e siècle sont utilisées comme un prisme de compréhension des politiques natalistes autoritaires voire eugénistes (Italie fasciste, Allemagne nazie³⁴). En France, la dernière décennie correspond à l'émergence des recherches sur les sages-femmes en contexte colonial avec les travaux d'Anne Hugon (Ghana), Pascale Barthélémy (AOF) et Claire Fredj (Algérie)³⁵. Enfin, se dessine une histoire du temps présent des sages-femmes, nourrie aux apports de l'histoire orale et de l'enquête sociologique, qui interroge leur place entre parturiente et médecin et dans une ritualisation contemporaine de la naissance³⁶.

31. Beauvalet-Boutouyrie S., *Naître à l'hôpital...*, op. cit.

32. *Eighteenth-Century British Midwifery*, London, Pickering and Chatto, 2007-2009, 12 vol.

33. Evenden D., *The Midwives of Seventeenth-Century London*, Cambridge, Cambridge University Press, 2000 ; Bicks C., *Midwiving Subjects in Shakespeare's England*, Aldershot, Ashgate, 2003 ; McTavish L., *Childbirth and the Display of Authority in Early Modern France*, Aldershot, Ashgate, 2005.

34. Gissi A., *Le segrete manovre delle donne. Levatrici in Italia dall'unità al fascismo*, Roma, Biblink, 2006 ; Benedict S., Shields L. (ed.), *Nurses and Midwives in Nazi Germany. The "Euthanasia Programs"*, London, Routledge, 2014.

35. Hugon A., « Les sages-femmes africaines en contexte colonial : auxiliaires de l'accouchement ou agents de la médicalisation ? Le cas du Ghana, des années 1930 aux années 1950 », dans Bourdelais P., Faure O. (dir.), *Les Nouvelles Pratiques de santé...*, op. cit., p. 175-193 ; ead., « L'internat de l'école de sages-femmes d'Accra à l'époque coloniale : lieu de sociabilité et formation d'une identité professionnelle (années 1930-1950) », dans Fourchard L., Goerg O., Gomez-Perez M. (dir.), *Lieux de sociabilité urbaine en Afrique*, Paris, L'Harmattan, 2009, p. 135-150 ; ead., « Mémoire de (sages)-femmes à l'époque coloniale (Ghana, 1920-1960) : sources orales, émergence d'un nouveau groupe socio-professionnel et histoire de la maternité », dans Thébaud F., Dermenjian G. (dir.), *Quand les femmes témoignent. Histoire orale, Histoire des femmes, Mémoire des femmes*, Paris, Publisud, 2009 ; Barthélémy P., *Africaines et diplômées à l'époque coloniale (1918-1957)*, Rennes, PUR, 2010 ; Fredj C., « Encadrer la naissance dans l'Algérie coloniale. Personnels de santé et assistance à la mère et à l'enfant « indigènes » (XIX^e-début du XX^e siècle », *ADH*, 2011-2, p. 169-203.

36. Knibiehler Y., *Accoucher. Femmes, sages-femmes et médecins depuis le milieu du XX^e siècle*, Rennes, Éditions de l'École Nationale de la Santé Publique, 2007, édition revue et augmentée en 2016 ; Charrier P., Clavandier G., *Sociologie de la naissance*, Paris, Armand Colin, 2013.

Aux confins de l'histoire du travail

Ce rapide tour d'horizon des publications consacrées aux sages-femmes pendant les quarante dernières années montre le passage progressif des recherches du champ de la naissance et des agents et pratiques qui s'y rattachent à celui d'un corps professionnel spécifique. L'évolution souligne la part croissante occupée par cette dimension professionnelle dans l'étude des sages-femmes, dimension qui les rattache naturellement à une histoire du travail des femmes dont elles ont longtemps été absentes.

La tentative d'équilibrer ce que Michelle Perrot désigne comme une « valorisation, abusive mais signifiante, du travail "productif" au XIX^e siècle » qui érige en « seules travailleuses les salariées³⁷ » ne permet toutefois pas aux sages-femmes de quitter les oubliées de l'histoire du travail féminin. Peu nombreuses en comparaison des trois figures majoritaires que sont la domestique, la couturière et l'ouvrière, les sages-femmes comme travailleuses restent continûment hors du champ historiographique. En 1987, un numéro du *Mouvement social* consacré aux « métiers de femmes » les évoque en passant, avec une formule ambiguë :

Restent, comme seuls vrais métiers féminins admis et socialement reconnus, les métiers de sages-femmes et d'institutrices. Mais ne renvoient-ils pas fondamentalement au rôle traditionnel de la femme : donner la vie et éduquer ?³⁸

Trop féminin pour être vrai... La formule est révélatrice de tout ce qui pèse sur le métier de sage-femme : trop lié à la fonction génésique, trop traditionnel pour être perçu comme porteur d'une quelconque modernité. Prises entre la mise en lumière historico-anthropologique des mutations de leur fonction auprès des femmes en couches et leur appartenance progressivement affirmée au personnel médical, les sages-femmes du XIX^e siècle sont niées par l'historiographie du travail dans la dimension éminemment professionnelle de leur activité.

La conscience d'exercer un métier et la revendication de pouvoir vivre de ce métier sont pourtant au cœur des préoccupations des sages-femmes dès le début du XIX^e siècle. Actrices d'un événement majeur de la vie familiale, les sages-femmes sont des femmes qui sortent, délaissant leur propre foyer pour celui des autres, contre tous les principes bourgeois de confinement féminin. Loin d'être synonyme de repli sur la sphère privée, leur activité est une

37. Perrot M., « De la nourrice à l'employée... Travaux de femmes dans la France du XIX^e siècle », *Le Mouvement social*, 1978, n° 105, p. 3.

38. Burdy J.-P., Dubesset M., Zancarani-Fournel M., « Rôles, travaux et métiers de femmes dans une ville industrielle : Saint-Étienne, 1900-1950 », *Le Mouvement social*, 1987, n° 140, p. 54.

composante essentielle de l'ouverture des familles aux nouvelles pratiques de santé. À tous ces titres, les sages-femmes sont des travailleuses et sont reconnues comme telles par leur clientèle.

Le statut de profession médicale creuse plus encore le fossé entre les sages-femmes et les autres femmes au travail et ce dès le ^{xix}^e siècle. Cela n'annule toutefois pas les effets de la frontière de genre qui traverse le personnel médical et qui place les sages-femmes dans une position potentiellement vulnérable. Car si l'histoire des sages-femmes françaises est aux antipodes de la disparition orchestrée des sages-femmes américaines au profit des obstétriciens à l'aube du ^{xx}^e siècle³⁹, elle n'en reste pas moins marquée, dans ses relations avec le personnel médical masculin, par une représentation binaire des rôles et capacités du masculin et du féminin⁴⁰. Le choix politique de conserver et d'officialiser les accoucheuses est en partie fondé sur leur appartenance au genre féminin et sur l'affinité censée en découler avec l'objet de leurs soins. Le choix tout aussi politique de placer des professeurs hommes à la tête des cours d'accouchements participe pour sa part de plusieurs monopoles masculins : sur l'exercice de la médecine et sur la capacité d'enseignement théorique, déniée aux femmes⁴¹. La sage-femme construit son identité professionnelle dans un contexte contraint par la coexistence et le coexercice forcés avec les médecins mais aussi sur la base d'une formation spécifique.

Du savoir à l'école : un modèle français

L'histoire de la formation des sages-femmes au ^{xix}^e siècle est l'histoire de la formation d'une étrange élite du savoir, dissociée de l'élite sociale. Elle se situe à l'intersection de deux champs historiographiques au développement d'ordinaire strictement parallèle : l'histoire de l'enseignement médical et l'histoire de l'éducation des femmes. Le premier champ a longtemps constitué la chasse gardée des médecins, historiens de leur propre science, et n'a été investi par la science historique qu'à partir des années 1970 avec l'ouvrage fondateur de

39. Borst C. G., *Catching Babies...*, *op. cit.* ; McGregor D. K., *From midwives to medicine. The Birth of American Gynecology*, New Brunswick/New Jersey/London, Rutgers University Press, 1998.

40. Knibiehler Y., « Les médecins et la "nature féminine" au temps du Code civil », *Annales. ESC*, 1976, p. 824-845 ; Arnaud-Duc N., « Les contradictions du droit », dans Fraisse G., Perrot M. (dir.), *Histoire des femmes en Occident...*, *op. cit.*, p. 101-125.

41. Rogers R., « Le professeur a-t-il un sexe ? Les débats autour de la présence d'hommes dans l'enseignement secondaire féminin, 1840-1880 », *Clio. Histoire, femmes et sociétés*, 1996-4, p. 221-238.

Jacques Léonard⁴². L'histoire de l'éducation des femmes émerge au début des années 1970 avec le renouveau de l'histoire sociale et l'essor de l'histoire des femmes. Les travaux de Françoise Mayeur sur l'enseignement secondaire des filles en 1977⁴³ inaugurent une production historiographique abondante⁴⁴, marquée néanmoins par une nette préférence accordée à l'histoire de l'enseignement secondaire des filles et à celle des enseignantes⁴⁵. L'histoire de la formation professionnelle des filles et de leur accès à l'enseignement supérieur est de ce fait encore en germe⁴⁶. Or c'est entre ces deux types de formation que se situe celle des sages-femmes, même si elle présente avec les structures d'enseignement secondaire féminin un trait commun qui est l'adoption quasi générale de l'internat⁴⁷.

On retrouve ainsi, dans les deux tendances historiographiques dont participe l'histoire de l'instruction des accoucheuses, la partition entre appartenance de genre et appartenance professionnelle. Cette distance ne peut se combler qu'en replaçant l'instruction obstétricale dans la logique prééminente de l'institution scolaire française telle qu'elle se développe de la Révolution à la Troisième République⁴⁸. Distincte du niveau primaire dans un contexte où, avant 1867, l'enseignement secondaire féminin n'est pas encore fondé⁴⁹, la formation des sages-femmes est à rapprocher d'autres enseignements spéciaux

42. Léonard J., *Les Médecins de l'Ouest...*, op. cit. ; C. Bonah, auteur d'*Instruire, guérir, servir...*, op. cit., est lui-même médecin.

43. Mayeur F., *L'Enseignement secondaire des jeunes filles sous la Troisième République*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1977.

44. Mayeur F., « L'éducation des filles en France au XIX^e siècle : historiographie et problématiques », dans *Problèmes de l'histoire de l'éducation. Actes des séminaires organisés par l'École française de Rome et l'Università di Roma-La Sapienza (janvier-mai 1985)*, Rome, École française de Rome, 1988, p. 79-90 ; Rogers R., « L'éducation des filles : un siècle et demi d'historiographie », *Histoire de l'éducation*, 2007, n° 115-116, p. 37-79.

45. Ce tropisme vers les professions enseignantes est tel que l'article de Rebecca Rogers ne retient de la thèse de Pascale Barthélémy sur les sages-femmes et les institutrices en AOF que la partie consacrée aux institutrices, voir « L'éducation des filles... », art. cit., p. 67.

46. Thivend M. (dir.), *Apprentissage et formations techniques et professionnelles de filles et de garçons, XIX^e-XX^e siècles*, Cahiers Pierre Léon, n° 6, Lyon, LARHA, 2005 ; Hulin N. (dir.), *Les Femmes et l'enseignement scientifique*, Paris, PUF, 2002 ; Tikhonov Sigris N., « Les femmes et l'université en France, 1860-1914. Pour une historiographie comparée », *Histoire de l'éducation*, 2009, n° 122, p. 53-70.

47. Rogers R., *Les Bourgeoises au pensionnat. L'éducation féminine au XIX^e siècle*, Rennes, PUR, 2007.

48. Mayeur F., *Histoire générale de l'enseignement et de l'éducation en France, 3. De la Révolution à l'École républicaine (1789-1930)* [1981], Paris, Perrin, 2004.

49. Mayeur F., *L'Enseignement secondaire des jeunes filles...*, op. cit.

comme les écoles vétérinaires ou les écoles d'art et métiers⁵⁰. On assiste ainsi à un découplage précoce entre structure universitaire dont la part est minoritaire dans la formation totale des accoucheuses et structure scolaire spécifique, fait extrêmement rare dans l'enseignement médical européen⁵¹. Ce choix institutionnel s'explique par une méfiance persistante des élites politiques vis-à-vis des universités. Celle-ci s'exprime dès avant la Révolution et se confirme pendant la décennie 1790 avec la dissolution des facultés, point essentiel de la politique éducative révolutionnaire⁵². Les formes choisies pour remplacer les anciennes structures d'enseignement sont directement placées dans la dépendance des autorités administratives et politiques : écoles centrales à l'échelle départementale (après la dissolution des collèges) et grandes écoles (École normale supérieure, École polytechnique, etc.) à l'échelle nationale constituent alors un système éducatif à deux niveaux, généraliste pour les premières, spécialisé pour les secondes⁵³. L'enseignement des accoucheuses hérite de ce système dual même lorsque les réformes napoléoniennes remplacent les écoles centrales par les lycées (1806) et réinstaurent le primat universitaire (1808)⁵⁴. La création

50. Hubscher R., *Les Maîtres des bêtes. Les vétérinaires dans la société française (XVIII^e-XX^e siècles)*, Paris, Jacob O., 1999 ; Day C. R., *Les Écoles d'arts et métiers. L'enseignement technique en France, XIX^e-XX^e siècles* [1987], Paris, Belin, 1991.

51. Les sages-femmes allemandes sont ainsi formées dans un cadre universitaire, aux côtés des étudiants en médecine, voir à ce sujet les articles de J. Schlumbohm, en particulier « Geschichte der Geburt. Das Entbindungshospital der Universität Göttingen und seine Patientinnen, 1751-ca. 1830 », dans Glatz F. (dir.), *Europäische und nationale Interessen*, Budapest, Europa Institut, 2002, p. 55-67 ; *id.*, « Comment l'obstétrique est devenue une science », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2002, vol. 143, n° 1, p. 18-30 ; *id.*, « Les limites du savoir : médecin et femmes enceintes à la maternité de l'université de Göttingen aux alentours de 1800 », *RHMC*, 2005, 52-1, p. 64-94 ; *id.*, « The Practice of Practical Education: Male Students and Female Apprentices in the Lying-in Hospital of Göttingen University, 1792-1815 », *Medical History*, 2007, 51, p. 3-36.

52. Charle C., Verger J., *Histoire des universités*, Paris, PUF, « Que sais-je ? », 2007, p. 53 sq. ; Brambilla E., « Lycées et Université impériale. Innovations éducatives en France et influence sur l'instruction des élites en Italie (1789-1814) », *Rives méditerranéennes*, 2009, n° 32-33 [en ligne].

53. Sur les écoles centrales, voir Compère M.-M., *Du collège au lycée (1500-1850)*, Paris, Gallimard-Julliard, 1985 ; Julia D., *Les Trois Couleurs du tableau noir. La Révolution*, Paris, Belin, 1981, p. 249-282. Sur les grandes écoles, voir entre autres Belhoste B., Dahan-Dalmedico A. (dir.), *La Formation polytechnicienne, 1794-1994*, Paris, A. Picon, 1994 ; Sirinelli J.-F., *École normale supérieure : le livre du bicentenaire*, Paris, PUF, 1994.

54. Boudon J.-O. (dir.), *Napoléon et les lycées. Enseignement et société en Europe au début du XIX^e siècle. Actes du colloque des 15 et 16 novembre 2002*, Paris, Nouveau Monde Éditions/Fondation Napoléon, 2004 ; Karady V., « De Napoléon à Duruy : origines et naissance de l'Université contemporaine », dans Verger J. (dir.), *Histoire des Universités en France*, Paris, Privat, 1986, p. 261-281.

de l'école de sages-femmes de l'Hospice de la Maternité de Paris en 1802 et l'obligation de fonder des cours départementaux d'accouchement au titre de la loi du 19 ventôse an XI constituent à cet égard l'ultime rejeton des conceptions révolutionnaires de l'éducation.

Ce double système a la caractéristique de ne pas être hiérarchique. Il n'existe pas d'obligation de passer par une école départementale d'accouchement pour accéder à l'Hospice de la Maternité de Paris, et le choix de certains départements d'utiliser l'institution parisienne comme une école de perfectionnement à la suite de la scolarité dans leur propre établissement local ne minore en rien la solidité et le dynamisme de l'échelon départemental. Le cours d'accouchement au chef-lieu de département est donc bien la cellule de base de la formation des sages-femmes au XIX^e siècle. Il est à cet égard l'exact reflet du fonctionnement administratif et politique de la France post-révolutionnaire et préfectorale qui fait du département son horizon essentiel, le constituant en véritable acteur politique. En 1896, le rapporteur du conseil général de la Gironde peut dire, en évoquant l'école départementale d'accouchement de Bordeaux, « notre œuvre⁵⁵ ». Dans ce « nous » se résume un siècle d'action conjointe des conseillers généraux et des préfets autour d'un même objectif : la formation des sages-femmes dans et par le département.

Pour comprendre le processus de consentement des sages-femmes à leur mise en formation, pour suivre la dynamique qui fait de la sage-femme un nouvel agent sanitaire et pour mesurer enfin les résultats concrets de la diffusion des sages-femmes diplômées, il faut donc revenir aux sources, à ce dernier quart du XVIII^e siècle qui promeut l'accoucheur et invente l'élève sage-femme (chapitre I). Lorsque la Révolution éclate, le choix de la sage-femme est définitivement fait, tout comme celui de son statut : une praticienne diplômée possédant le monopole de son art. Reste à adapter sa formation aux besoins définis par le nouveau gouvernement révolutionnaire, entre expérimentations provinciales et lenteurs législatives (Chapitre II). La maturité réglementaire et institutionnelle arrive au début du Consulat, avec la double mise en place d'une institution nationale de formation, l'Hospice de la Maternité de Paris, et d'une définition légale de la sage-femme et de ses modalités d'instruction par la loi du 19 ventôse an XI (Chapitre III).

Au temps de la définition et de la normalisation de l'enseignement obstétrical succède celui de l'organisation. La formation des sages-femmes est un

55. AD Gironde, 1 N 111*, RD CG Gironde, 1895.

impératif social et politique que remplissent avec conscience les administrations départementales par la mise en place de cours locaux ou l'envoi d'élèves sages-femmes à l'extérieur du département (Chapitre IV). Les écoles drainent alors dans leurs classes nombre d'élèves boursières, prêtes à faire du savoir leur moyen de subsistance, au point de l'ériger en patrimoine intellectuel et professionnel (Chapitre V). Ces élèves réelles sont choisies en fonction d'un idéal de la future sage-femme. Jeunes, célibataires, vertueuses et fidèles aux devoirs que leur impose l'appartenance au personnel médical, les élèves sages-femmes sont formées à devenir l'instrument bienveillant des politiques sanitaires publiques, au plus près des populations (Chapitre VI).

Mais entre le choix de l'élève et les premiers pas de son exercice professionnel s'étend le temps de l'école. L'enseignement obstétrical se révèle alors un lieu ambigu de reconnaissance et de subordination de la sage-femme associée au médecin dans la transmission du savoir. À leurs côtés, religieuses et membres des commissions de surveillance complètent le strict encadrement des élèves (Chapitre VII). Les programmes de la formation des sages-femmes s'étendent au fil du siècle pour répondre aux attentes croissantes auxquelles sont confrontées les praticiennes. Le savoir de l'accoucheuse s'étend ainsi en amont et en aval de la définition traditionnelle de l'art des accouchements (Chapitre VIII). Ces évolutions imposent en 1892-1893 une réforme de la formation dans un contexte où l'édifice du personnel médical bâti par le Consulat est sérieusement ébranlé. Dans ces nouvelles conditions, la dernière décennie du *xix*^e siècle marque la consécration des écoles départementales adaptées aux nouvelles exigences de l'enseignement réformé (Chapitre IX).